

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1974)
Heft: 272

Artikel: Brutalité neuchâteloise
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1026492>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 04.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Brutalité neuchâteloise

« Avec une brutalité qu'on ne lui connaissait pas » — le diagnostic est de Gil Bailod, rédacteur en chef de « L'Impartial » — le corps électoral neuchâtelois vient de refuser un ensemble de crédits routiers (17,8 millions sur 32 devaient être affectés à la modernisation de la liaison Le Locle-La Chaux-de-Fonds, destinée, selon les plans gouvernementaux, à devenir une route à quatre pistes). A une large majorité, le Haut s'est montré à peine plus nuancé que le Bas, les Neuchâtelois (23 027 « non » contre 7120 « oui ») ont donc désavoué tout à la fois parlement et partis politiques (sauf les libéraux). En un premier temps, il était intéressant de faire le point avec un des opposants déclarés des projets en cause (réd.).

La grosse baffe

Supposons que vous voulez un schtroumpf. Qu'est-ce que vous faites pour l'avoir, si vous êtes politicien ? C'est simple : l'air digne, navré mais impitoyable, vous répandez le bruit que le schtroumpf actuel est pelé, galeux, dangereux et trop petit. Vous dites, surtout, en brandissant des statistiques, qu'un nouveau schtroumpf « est une nécessité économique, indispensable à la survie de la région ».

Normalement, ça marche. Les gens se disent : « Tartempion a raison, il défend nos intérêts. Un nouveau bidule-schtroumpf, voilà qui va améliorer l'ordinaire, assurer le plein emploi, fortifier notre réputation ! Crédié ! On ne va tout de même pas refuser ça puisque Berne nous rejette encore 11 millions de subventions ».

Sur ce, le Grand Conseil des Schtroumpfs accepte, par 80 voix contre 3, le projet d'une schtroumpf-express, quasiment en fermant les yeux.

Deux mois plus tard, c'est la votation populaire. Crac ! catastrophe cantonale : le peuple des hor-

logers de moins en moins complets refuse tout net les crédits pour la schtroumpf-express ! A trois contre un. Toutes les petites schtroumpfs qui allaient avec sont zigouillées.

M. Felber est atterré, M. Payot est consterné, M. Augsburger est pâle, M. Aubert est abasourdi, M. Brandt a un coup au cœur. Quant à M. Grosjean, il s'exclame, à son habitude : « J'ai compris ! ». C'est un conseiller d'Etat qui comprend tout.

Drôle d'histoire.

Les autorités cantonales, donc, celles des Montagnes, les partis, le TCS et quelques mange-bitume se sont fait envoyer au tapis. Ah ! les explications ne manquent pas : l'inflation, l'état général des finances, la crainte de nouveaux impôts... Du sérieux. Mais il y en a une qui résiste, pourtant, tout au long d'une tournée des bistros : une majorité de gens, maintenant, se méfie. Ils se méfient des saloperies chimiques dans les légumes et ils se méfient des autorités. C'est le même mouvement.

Un peu court comme explication ? Pas tant que ça.

Il y a cinq ans, bien peu auraient dit que les autorités ne faisaient pas leur travail. Aujourd'hui, l'idée est courante : « Ils se foutent de nous ! ». C'est neuf, la dévaluation de la confiance. Il n'y a plus d'hommes politiques, il n'y a que des politiciens. Et les avocats qui nous gouvernent ne défendent plus des causes, ils règlent des affaires. C'est ça, au fond, le problème.

Les Neuchâtelois, en disant NON les 4-5 mai, ont dit non, en fait, à la société lardée de schtroumpfs plus ou moins express que leur proposaient des Tartempions de gauche et de droite. Ils s'en méfient. Ils commencent sérieusement à s'en méfier. (Mais ne craignons rien, ce n'est pas encore demain que les journaux troqueront leur rubrique « Auto » contre une rubrique « Transports publics » et qu'on verra Maître Grosjean sur son vélo perché...)

Gil Stauffer

Des livres de poche en poche

Jean-Paul Sartre : « La révolution du livre de poche a un caractère exclusivement technologique. Le milieu social du public de lecteurs traditionnel ne s'est absolument pas élargi. Ce sont encore et toujours les classes aisées et moyennes qui achètent des livres ».

Le livre de poche a suscité les plus grands espoirs culturels, mais aussi les plus profonds scepticismes. Un expert reconnu notait en 1959 à propos de la vie littéraire en Allemagne : « Les acheteurs de livres de poche sont relativement peu nombreux et se recrutent parmi ceux qui achètent des livres coûte que coûte, parmi les lycéens, les étudiants, les enseignants et ceux qui ont fait des études universitaires ».

En réalité, les normes scientifiques qui auraient véritablement pu fonder une analyse sérieuse de la pénétration du livre de poche dans les différentes couches sociales ont largement fait défaut. Prévalait un pessimisme latent au sujet de la diffusion véritable de ces bouquins bon marché dont le prix est resté longtemps — mais cela remonte aux calendes grecques — celui d'un paquet de cigarettes. La querelle a rebondi ces derniers mois, en particulier en France à l'occasion d'un affrontement entre libraires et « grandes surfaces » sur le prix des livres.

Aujourd'hui apparaissent enfin des indications qui, même s'il faut se méfier des sondages — et particulièrement dans le domaine littéraire — sont dignes de confiance, paradoxalement parce que l'enquête en question a été faite par une maison d'édition dans un but commercial : la maison Herder de Fribourg (RFA) voulait se renseigner sur les chances exactes de sa collection « Herdebücherei », dont la conception a été modifiée il y a trois ans et a confié ce travail à des spécialistes.

Selon l'enquête réalisée pendant l'été 1973 (et rapportée par le « Kölner Stadt-Anzeiger »), 56 pour cent des personnes interrogées ont déjà acheté au moins un livre de poche (question :